

Zoom sur ...

... [le rapport Perspectives de l'économie mondiale d'octobre 2020, publié par le FMI](#)

❖ **Une récession mondiale en 2020 légèrement moins importante que prévu**

Les projections d'octobre 2020 du Fonds monétaire international (FMI) indiquent une **contraction du PIB mondial de -4,4% en 2020, soit 0,8 pp au-dessus des projections de juin 2020**. Cette révision légèrement plus optimiste reflète une reprise plus rapide et plus forte qu'escompté de l'activité économique, surtout dans les pays avancés (Etats-Unis et zone euro) et en Chine, à partir du 2^{ème} trimestre. Pour de nombreux pays émergents et en développement, les perspectives demeurent précaires, en particulier pour ceux où le tourisme est relativement important et ayant une grande dépendance vis-à-vis des financements extérieurs (telles que les envois de fonds). **La reprise devrait se renforcer tout au long de 2021, avec une croissance mondiale projetée à +5,2%**, soit 0,2 pp en moins que le taux anticipé en juin. La croissance serait tirée par les pays émergents et en développement, avec un taux de +6% contre +3,9% pour le groupe des pays avancés.

❖ **La récession de l'Afrique subsaharienne serait également légèrement moins forte que prévu...**

L'ampleur de la récession en Afrique subsaharienne a été légèrement revue à la baisse pour 2020 : **-3% dans ces dernières prévisions**, contre -3,2% anticipé en

juin. Mais en contrepartie, le rebond en 2021 a été légèrement modéré à +3,1%, soit 0,1 pp de moins que la prévision précédente. Cette légère révision à la hausse pour l'année 2020 pourrait principalement s'expliquer par **la modération de la récession au Nigéria (+1,1 pp pour se situer à -4,3%)** et au Kenya (de -0,3% à +1%) tandis que les projections pour l'Afrique du Sud et l'Angola sont restées stables.

❖ **...pendant que les économies d'Afrique de l'Ouest en récession seraient plus nombreuses**

Pour l'année 2020, les projections de croissance pour la plupart des pays d'Afrique de l'Ouest ont été révisées à la baisse par rapport à juin dernier. Ainsi, 3 pays en plus devraient basculer en récession : le Burkina Faso (de +0,9% à -2%) ; le Sénégal (de +1,3% à -0,7%) et le Mali (de 0% à -2%). Au total, **9 pays de la zone accuseraient une récession en 2020**. L'économie béninoise demeurerait la plus dynamique de la zone et la 2^{ème} en Afrique subsaharienne, malgré une croissance révisée à la baisse à +2% (-0,2 pp). **Pour l'année 2021, la perspective d'un rebond pour toutes les économies de la région a été maintenue**, même si la croissance a été revue à la baisse pour la moitié des pays. Seul le Sénégal a vu ses perspectives de croissance rehaussées (à 5,2%, soit +1,2 pp par rapport aux prévisions de juin dernier). Toutefois, l'économie la plus dynamique de la région en 2021 serait le Niger, avec une croissance de 6,9%, occupant la 3^{ème} place en Afrique subsaharienne.

Estimations et prévisions du rapport Perspectives de l'économie mondiale d'octobre 2020

Pays	Croissance en 2019 (%)	Projection 2020		Projection 2021	
		Croissance	Ecart / juin (en pp)	Croissance (en%)	Ecart / juin (en pp)
Bénin	6,9	2	-0,2	5	-1
Burkina Faso	5,7	-2	-2,9	3,9	-0,8
Cap-Vert	5,7	-6,8	-1,3	4,5	-0,5
Côte d'Ivoire	6,5	1,8	0	6,2	0
Gambie	6,1	-1,8	-0,3	6	-1
Ghana	6,5	0,9	-0,6	4,2	-1,7
Guinée	5,6	1,4	0	6,6	0
Guinée-Bissau	4,5	-2,9	-1	3	-1
Libéria	-2,5	-3	-0,5	3,2	-0,8
Mali	5,1	-2	-2	4	-1,5
Mauritanie	5,9	-3,2	-1,2	2	-2,2
Niger	5,9	0,5	0	6,9	0
Nigéria	2,2	-4,3	+1,1	1,7	-0,9
Sénégal	5,3	-0,7	-2	5,2	+1,2
Sierra Leone	5,4	-3,1	0	2,7	0
Togo	5,3	0	-1	3	-1
Afrique subsaharienne	3,2	-3	+0,2	3,1	-0,3
Monde	2,8	-4,4	+0,8	5,2	-0,2

ACTUALITE REGIONALE

28 start-up dont 9 africaines sélectionnées au Growth Stage Impact Ventures du PNUD

Le 9 octobre 2020, le Programme des Nations unies pour le Développement (PNUD) a présenté [les 28 start-up retenues pour la 2^{ème} édition de Growth Stage Impact Ventures \(GSIV\)](#). Cette compétition a pour ambition de promouvoir des entrepreneurs originaires de pays en développement dont les projets s'inscrivent dans les objectifs de développement durable. Parmi ces 28 start-up, 9 sont africaines et opèrent dans les domaines de la santé, de l'énergie et de la gestion des déchets. Les pays de la région sont représentés par Coliba (Côte d'Ivoire) dans le secteur de la gestion des déchets et par Kea Medicals (Bénin) et Easy Solar (Sierra Leone) dans celui de la santé. Au terme de cette présélection, 12 finalistes seront choisis pour présenter leur projet lors du SDG Finance Geneva Summit en mai 2021 et rencontrer des investisseurs.

Les administrations douanières de la Guinée Bissau et du Sénégal veulent renforcer leur coopération

Le 12 octobre 2020, après avoir passé en revue les axes du Protocole d'accord de coopération élaboré à Bissau en 2016, [les Administrations des Douanes de la Guinée Bissau et du Sénégal se sont félicitées des avancées notoires en termes de renforcement de capacités et de partage d'expériences](#). Concernant leurs perspectives, les deux parties ont convenu de (i) réactualiser le Protocole, (ii) renforcer leur échange de renseignements en matière de lutte contre la fraude et contre le trafic international de stupéfiants, (iii) travailler à l'interconnexion des systèmes d'information des deux administrations douanières et (iv) partager leurs expériences en matière de facilitation.

BENIN

Mise en service d'installations de production d'eau potable par Sogea Satom pour 43,6 M EUR

La société française Sogea Satom, filiale du groupe Vinci, vient de mettre en service [de nouvelles installations de production d'eau potable dans la ville d'Abomey-Calavi](#). Construites dans le cadre d'un partenariat public privé (PPP), ces infrastructures hydrauliques ont nécessité un investissement de 26,8 Mds FCFA (43,6 M EUR) de Sogea Satom. L'entreprise a construit une station de traitement de l'eau dotée d'une capacité de 45 000 m³ par jour, huit forages équipés de systèmes de pompage électrique pouvant fournir 1 500 m³ d'eau par heure, un réservoir au sol de 3000 m³, ainsi qu'une plateforme pour cinq tours de dégazage d'une capacité totale de 51 040 m³ par jour. Les installations permettront d'augmenter la capacité de production d'eau potable d'Abomey-Calavi de 617 m³ à 2 100 m³ par heure. La construction de ces infrastructures constitue la première partie du projet de renforcement du système d'alimentation en eau potable d'Abomey-Calavi lancé en 2018. Cette première phase sera suivie par deux suivantes, qui feront bientôt l'objet d'appels d'offres. A l'horizon 2027, les nouvelles infrastructures permettront de satisfaire les besoins de 240 000 personnes.

BURKINA FASO

Conclusion de la mission du FMI au titre des 4^{ème} et 5^{ème} revues du programme soutenu par la FEC

[Les services du FMI ont réalisé une mission virtuelle du 8 au 30 septembre](#) en vue de la conclusion des 4^{ème} et 5^{ème} revues du programme soutenu par la Facilité élargie de crédit (FEC) avec les autorités burkinabè. Selon les analyses du Fonds, la performance du programme est jugée globalement satisfaisante. Pour autant, l'économie du Burkina a été durement touchée par la pandémie de COVID-19 et des incertitudes importantes subsistent sur l'ampleur de la reprise qui semble s'amorcer. Le PIB serait en recul cette année de -2,8% et devrait rebondir à +4,1% en 2021 (à noter que ces chiffres tout dernièrement actualisés diffèrent respectivement de -0,8 et +0,2 points de pourcentage des prévisions qui figurent dans les *Perspectives de l'économie mondiale* publiées cette semaine). L'inflation, négative en 2019, serait de +4% sur le premier semestre 2020 et autour de +2% en 2020 et 2021. Le déficit public devrait rester élevé à 5,5% du PIB (contre 5% initialement prévu). Les services du FMI ont encouragé les autorités à porter une attention particulière sur

la maîtrise de la masse salariale du secteur public, la mobilisation fiscale (la réforme du processus de remboursement de la TVA est une étape prometteuse) et la rationalisation des filets sociaux de sécurité.

Le deuxième Compact du Millennium Challenge approuvé par le Conseil des ministres burkinabè

La ratification de l'accord conclu le 13 août 2020 entre le Burkina Faso et la Millennium Challenge Corporation (MCC) pour le financement d'un deuxième programme Compact a été approuvée par une ordonnance [du Conseil des ministres du 14 octobre 2020](#). D'un montant total de 500 M USD, ce programme sera financé à hauteur de 450 M USD par la MCC et à hauteur de 50 M USD par le gouvernement burkinabè. Le programme sera principalement axé sur l'accroissement de l'offre énergétique du pays et sur le renforcement de l'accès à l'électricité à un coût abordable pour la population. Le MCC espère faire progresser le taux d'électrification total de moins de 20% aujourd'hui à 35% en 2027. Pour rappel, le précédent Compact, d'un montant de 481 M USD, était axé sur les infrastructures agricoles et les techniques de gestion de l'eau. Il s'est achevé en juillet 2014.

Présentation du rapport 2019 du REN-LAC sur l'état de la corruption, en hausse par rapport à l'année précédente

Le Réseau national de Lutte anti-corruption a organisé [une présentation publique de son rapport 2019 le 9 octobre 2020](#). Selon ses conclusions, sur un échantillon de 2000 personnes interrogées, 75,7% estiment que la corruption est un phénomène fréquent ou très fréquent dans le pays, contre 67,2% l'année précédente. La ville de Ouahigouya (Nord) arrive en tête (80,4%), devant la capitale Ouagadougou (80,2%) et Bobo Dioulasso (74,8%). La police municipale serait la plus concernée par le phénomène (64,9%), suivie de la Douane (27,5%), qui était à la première place en 2018, et de la Direction générale des transports et services maritimes (15%). La sensibilisation de la population, l'instauration de contrôles réguliers et le soutien aux médias dans leurs efforts d'investigation figurent au titre des recommandations.

CAP-VERT

Forte baisse du PIB au deuxième trimestre 2020 (-31,7% en g.a.)

[Selon l'Institut national des statistiques \(INE\)](#), au deuxième trimestre 2020, le PIB a enregistré une baisse de 31,7% en glissement annuel (g.a.). Cette forte baisse de l'activité économique reflète l'impact de la pandémie de COVID-19, en particulier sur les exportations (-76,3% en g.a.), la consommation privée (-14,3% en g.a.) et l'investissement (-27,4% en g.a.). La valeur ajoutée brute aux prix de base a diminué de -29,9% en g.a. au deuxième trimestre. Les secteurs des transports et de l'hôtellerie-restauration sont les plus touchés, avec respectivement une baisse de la valeur ajoutée brute de -70,5% et -96,1%. La valeur ajoutée brute de l'industrie manufacturière a baissé de -33%, celle de la construction de -32,3%, celle du commerce de -39,3%. La valeur ajoutée brute du secteur agricole a augmenté de +2,4% et celle de l'administration publique de +5,8%.

Inflation de +0,8% en g.a. en septembre 2020

[L'indice des prix à la consommation a augmenté de +0,8% en g.a. en septembre 2020](#). Les principales hausses de prix viennent des boissons alcoolisées et du tabac (+6,4% en g.a.), du secteur de la santé (+4,1%), de l'hôtellerie-restauration (+3%), des logements, eau, électricité, gaz (+1,7%), des transports (+1,5%) et de l'alimentation et boissons (+1,3%). A l'inverse, les plus fortes contributions négatives sont celles de l'habillement et des chaussures (-6,8% en g.a.) et des communications (-0,4%).

COTE D'IVOIRE

Signature d'un prêt du Trésor français pour la construction de 10 nouvelles agoras sportives par l'entreprise Winwin

Le 14 octobre 2020 à l'Agora de Koumassi, le Ministère ivoirien des Sports et l'entreprise française Winwin Afrique ont signé un contrat commercial pour la réalisation de [dix nouveaux complexes sportifs de proximité](#).

[financés par un prêt du Trésor français à hauteur de 27 M EUR](#). La construction de ces 10 « Agoras », conçues par Winwin Afrique et réalisées par la société française ALAMO (groupe Duval), s'inscrit dans le plan national de développement du Ministère ivoirien des sports, qui souhaite développer 91 complexes sportifs multifonctionnels de proximité sur tout le territoire. Cette signature intervient 10 mois après l'inauguration de la première Agora à Koumassi, financée par un [FASEP](#) du Trésor français, en présence du Vice-président ivoirien Daniel Kablan Duncan et du Président français Emmanuel Macron en décembre 2019.

Impact du COVID-19 dans le secteur aérien : Air Côte D'Ivoire annonce une perte de 73 M EUR

[La compagnie aérienne nationale a déclaré avoir enregistré une perte de 73 M EUR](#) en raison de la pandémie de COVID-19, qui a entraîné la fermeture des frontières et la suspension de ses opérations pendant 3 mois. Depuis la reprise de ses vols commerciaux et domestiques, la compagnie a pu recouvrer 50% de ses activités. Elle a obtenu une subvention de 21 M EUR dans le cadre du programme de soutien de l'Etat ivoirien aux entreprises impactées par la crise sanitaire. La compagnie espère atteindre d'ici fin 2020 un flux de passagers équivalent à 60% de son trafic passagers de 2019, ainsi que 65% de son chiffre d'affaires de 2019. L'acquisition d'un nouvel aéronef est prévue avant la fin de l'année.

GAMBIE

Subvention de 30 M USD de la Banque mondiale pour le renforcement du système de santé

[Le 9 octobre, la Banque mondiale a approuvé une subvention de 30 M USD](#) de l'Association internationale de développement (IDA) pour améliorer la qualité et l'utilisation des services de santé essentiels en Gambie. Ce projet comprend la rénovation de certains établissements de santé et la mise en place d'un service national de transfusion sanguine. Il s'appuiera sur les projets déjà en cours de la Banque mondiale dans le pays, à savoir le projet de nutrition et santé maternelle et infantile et le projet de préparation et réponse à la COVID-19. À long terme, le projet vise à réduire la mortalité infantile – estimée à 68 décès pour 1000 enfants de moins de 5 ans selon l'ONU.

Lancement de la deuxième phase du projet de renforcement de la chaussée du corridor transgambien

Le Président Adama Barrow a posé [la première pierre de la deuxième phase du projet de renforcement de la chaussée de 24 km](#) du corridor transgambien. Ce projet, qui devrait durer 18 mois, a bénéficié d'une subvention de 68,5 M GMD (1,1 M EUR) de la Banque africaine de développement pour réaliser un audit de la sécurité routière et des études de faisabilité de la deuxième phase du projet, et de 16 M EUR de l'Union européenne pour le renforcement effectif de la route. L'objectif du projet de corridor transgambien est de faciliter la circulation terrestre entre les parties nord et sud de la Gambie et du Sénégal et de renforcer la libre circulation dans l'ensemble de la région.

GUINEE-BISSAU

L'inflation du mois de septembre à +1,8% en g.a.

Selon l'institut national de la statistique bissau-guinéen, [le taux d'inflation en septembre 2020 s'est établi à +1,8% en glissement annuel](#) (g.a.). Cette légère hausse est tirée principalement par le renchérissement des services de transports (+6% en g.a.) et des produits alimentaires et boissons non alcoolisées (+1,6% en g.a.). Pour l'ensemble de l'année 2020, le taux d'inflation moyen annuel est projeté à +2,5% par le FMI.

LIBERIA

Contentieux entre les opérateurs de réseaux mobiles libériens et l'autorité nationale des télécommunications

En raison d'une ordonnance de l'autorité de télécommunication libérienne (LTA) rendue en février 2019, les opérateurs de réseaux mobiles libériens MTN et Orange ont imposé une surtaxe à leurs utilisateurs sur les appels et les données internet au début du mois d'octobre 2020, avant de revenir quelques jours plus tard

sur cette augmentation. [Des pourparlers entre les deux opérateurs et la LTA](#) sont actuellement en cours pour régler le contentieux qui les oppose.

MALI

L'échalote de Bandiagara sur la voie d'une reconnaissance en Indication géographique

[Les travaux d'examen pour la reconnaissance de l'échalote de Bandiagara en Indication géographique](#) (IG) ont débuté au Centre malien de promotion de la propriété industrielle (Cemapi). L'échalote de Bandiagara «Bandiagara Jaba» est un produit du terroir de Bandiagara sur le plateau Dogon. Cette aire s'étend approximativement sur 10 000 km, avec 18 communes qui cultivent l'échalote pour une production de 78 K tonnes par an, malgré le problème d'eau et de terres agricoles. Ces produits sont revendus en Côte d'Ivoire, et en Guinée, ou transportés en Italie après transformation. L'échalote de Bandiagara, qui fait vivre des milliers de producteurs, a un fort potentiel commercial qui peut booster le développement local de cette région. Pour rappel, dans l'espace de l'Organisation africaine de la propriété intellectuelle (OAPI), il existe trois IG enregistrées que sont le poivre de Penja et le miel blanc d'Oku au Cameroun, et le café Ziama Macenta en Guinée.

Les estimations sur les ressources du gisement aurifère de Tabakoroni revues à la hausse

La compagnie minière australienne [Resolute Mining a annoncé le 14 octobre que les estimations des ressources minérales au gisement souterrain Tabakoroni](#), situé sur son complexe aurifère Syama, étaient revues à la hausse de +22%. Le projet hébergerait 7,4 M tonnes titrant 4,4 g/t d'or pour un total de 1,04 M onces. Selon l'étude de préféabilité sur la construction d'une mine souterraine à Tabakoroni, qui fait actuellement l'objet d'une exploitation à ciel ouvert, celle-ci pourrait livrer annuellement 80 000 onces d'or sur quatre ans à un coût global de 974 USD l'once. Pour concrétiser ce potentiel, Resolute devra mobiliser un capital initial de 86 M USD pour un investissement total estimé à 118 M USD. Pour rappel, le gisement à ciel ouvert Tabakoroni est situé à 35 km au sud de l'usine de traitement de Syama. Il a fourni environ 400 000 onces d'or depuis son entrée en production en septembre 2018. Le Mali est le premier producteur d'or de la région, avec 61,2 tonnes extraites en 2018.

MAURITANIE

Présentation d'un budget 2021 en hausse de +16,4%

[Le Conseil des ministres a examiné et approuvé le projet de loi de finances initiale \(LFI\)](#) pour l'année 2021, arrêté à 70 Mds MRU (1,5 Mds EUR) – en très légère diminution par rapport à la loi de finance rectificative 2020 mais en hausse de +16,4% par rapport à la LFI 2020. Selon les déclarations du gouvernement, le budget permettra des investissements dans le développement des infrastructures économiques et sociales, l'augmentation de la valeur ajoutée des ressources locales, la diversification du tissu économique et la promotion de l'industrie, l'innovation et la recherche scientifique.

GTM attributaire d'un projet de réhabilitation d'une route de 42 km

Le groupement Grands travaux de Mauritanie (GTM), filiale génie civil du groupe mauritanien Wedady, a été déclaré attributaire du [projet de réhabilitation et d'élargissement d'un tronçon routier de 42 km situé entre Nouakchott et Boutilimit](#), pour un montant de 558 M MRU (12,5 MEUR). Il s'agirait du plus gros contrat routier attribué sous l'ère Ghazouani. Le gouvernement envisage de recruter un consultant pour mener une étude de faisabilité pour une route à péage sur l'axe Nouakchott-Boutilimit en PPP.

NIGER

Adoption par le Parlement du 2^{ème} projet de loi de finances rectificative pour l'année budgétaire 2020

Le Parlement nigérien a adopté le 12 octobre le 2^{ème} projet de loi de finances rectificative pour l'année budgétaire 2020, présenté par le gouvernement après son adoption le 16 septembre [en Conseil des ministres](#).

Arrêté à 2266 Mds FCFA (3,4 Mds EUR) dans la loi de finances initiale (LFI) 2020, ce budget avait connu un premier ajustement à 2422 Mds FCFA (3,6 Mds EUR) en juin 2020, avant d'être à nouveau révisé à la hausse à 2514 Mds FCFA (3,7 Mds EUR). La concrétisation de certaines nouvelles annonces et la poursuite de l'accompagnement des partenaires techniques et financiers auraient permis d'enregistrer des ressources additionnelles provenant notamment de la Banque africaine de développement et de l'Union économique et monétaire ouest-africaine. Pour rappel, le 25 septembre, [le Conseil des ministres](#) a également adopté [le projet de budget général de l'Etat pour l'exercice 2021](#), arrêté à 2645 Mds FCFA (4 Mds EUR).

Installation d'une usine d'affinage d'or par Ecomine à Niamey

L'entreprise nigérienne Ecomine a reçu l'autorisation du gouvernement, réuni [en Conseil des ministres le 9 octobre](#), pour l'installation et l'exploitation d'une usine d'affinage d'or à Niamey. Ecomine s'engage à investir dans les six mois suivant la signature de la convention d'établissements un montant minimum de 3 Mds FCFA (4,6 M EUR) pour la réalisation des travaux. Selon les estimations du gouvernement, l'usine devrait générer dès son démarrage 30 emplois directs et 100 indirects. Pour rappel, au Niger, le secteur aurifère est dominé par l'exploitation artisanale à petite échelle. Depuis 2004, seule la Société des mines du Liptako (SML) exploite de façon industrielle la mine d'or de Samira Hill (région de Tillabéri). Sa production annuelle est estimée à 1,5 tonne. L'orpaillage nigérien relevant de l'informel et sa commercialisation reposant essentiellement sur la fraude, il est difficile d'évaluer le montant de la production d'or et l'ampleur du négoce.

SENEGAL

Présentation d'un budget 2021 en hausse de +8,9%

Le ministre des Finances et du Budget, Abdoulaye Daouda Diallo, a présenté le 7 octobre en Conseil des ministres [le projet de loi de finances initiale pour l'année 2021](#), en hausse de +8,9% par rapport à la LFI 2020, à 4 589 Mds FCFA (7 Mds EUR). Le budget 2021 prévoit une croissance du PIB de +5,2% – au même niveau que les prévisions du FMI – et un taux d'inflation annuel de +1,7%. Les dépenses sont prévues à 3 970 Mds FCFA (6,1 Mds EUR), contre 3709 Mds en LFI 2020, et les recettes à 3 226 Mds FCFA (4,9 Mds EUR), contre 3 258 Mds en LFI 2020. Le déficit s'établirait ainsi à 744 Mds FCFA (1,1 Mds EUR), soit 5% du PIB projeté. Les recettes seraient composées à hauteur de 2 564 Mds FCFA (3,9 Mds EUR) de recettes fiscales. Les dépenses comprendraient 327 Mds FCFA (500 M EUR) de charges financières de la dette publique et 905 Mds (1,38 Md EUR) de dépenses de personnel, ainsi que 751 Mds (1,1 Md EUR) de dépenses en capital sur ressources internes et 844 Mds (1,3 Md EUR) de dépenses en capital sur ressources externes.

Le Port de Dakar décroche 94,6 Mds FCFA d'emprunt obligataire sur le marché financier régional

Le Port Autonome de Dakar et la SGI Invictus Capital et Finance ont annoncé le 12 octobre [la clôture anticipée de l'emprunt obligataire par appel public à l'épargne dénommé « PAD 6,60% 2020-2027 »](#), lancé le 1^{er} octobre 2020 sur le marché financier régional de l'UEMOA. Au terme de cette opération, le montant total des souscriptions recueillies s'élève à 94,6 Mds FCFA (114,2 M EUR), sur 60 Mds FCFA (91,4 M EUR) recherchés, soit un taux de souscription de 157,7%. Les fonds serviront, entre autres, à la construction de la zone industrielle portuaire du futur port de Ndayane.

SIERRA LEONE

L'initiative SEforALL de l'ONU encourage les bailleurs à investir dans l'énergie pour améliorer les services de santé

Une nouvelle étude réalisée dans le cadre de l'initiative Sustainable Energy for All (SEforALL) des Nations unies intitulée : [« Changements dans le financement du secteur de l'énergie pendant la COVID-19 : Leçons tirées de l'épidémie d'Ebola en Sierra Leone »](#), a été publiée le 8 octobre par le think tank Climate policy initiative (CPI). Cette analyse révèle que les investissements dans le secteur de l'énergie pendant et après l'épidémie d'Ebola en Sierra Leone ont fortement diminué. Le financement de la réponse sanitaire d'urgence a notamment été privilégié, au détriment d'investissements de long-terme dans un approvisionnement fiable

en électricité pour les établissements de santé. La CPI et SEforALL formulent plusieurs recommandations et encouragent en particulier les bailleurs internationaux à investir davantage dans le secteur de l'énergie, afin de renforcer la résilience des pays en développement face aux futures pandémies.

TOGO

La filière avicole identifiée comme prioritaire par le gouvernement

Le Togo ambitionne de développer sa filière avicole pour atteindre une production annuelle de [60 000 tonnes de viande de volaille d'ici fin 2023](#), soit le triple de la production actuelle, et 250 millions d'œufs par an, contre 188 millions actuellement. Ces prévisions s'inscrivent dans le prolongement d'une dynamique de croissance observée depuis 2010. En effet, la filière a enregistré entre 2010 et 2019 une hausse de plus de 200% des effectifs des élevages, qui culminaient à plus de 26 millions de têtes en 2019, contre 8 millions en 2010. La filière avicole, identifiée dans le Plan national de développement (PND 2018-2022) comme une filière stratégique pour la création d'emploi, pourrait générer jusqu'à 150 000 nouveaux emplois au Togo d'ici 2025. Diverses initiatives gouvernementales ont été lancées pour la structurer, comme la création d'instituts de formation dédiés à l'élevage, et du MIFA, organisme œuvrant pour l'amélioration des financements bancaires de la filière, ainsi que l'interdiction d'importation de croupions de dinde, ou encore l'obligation d'une autorisation préalable avant toute importation de produits avicoles.

Une production céréalière satisfaisante à 1,4 M tonnes pour la campagne 2019/2020 selon la FAO

[L'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture \(FAO\) estime la production céréalière totale de la campagne agricole 2019/20 à 1,4 M tonnes](#), soit une production 7% supérieure à la moyenne quinquennale. Les estimations s'élèvent à 923 K tonnes de maïs (soit 10 % de plus que la production annuelle moyenne), 279 K tonnes de sorgho, 147 000 K de riz paddy et 31 000 K d'autres céréales. Malgré cette production satisfaisante, les besoins d'importation estimés à l'issue de la campagne 2019/2020 devraient atteindre un niveau légèrement supérieur à la moyenne de 280 000 tonnes, les négociants locaux s'efforçant de reconstituer leurs stocks. En outre, le FAO juge positives les perspectives de la filière céréalière pour 2020/21, en raison notamment des pluies favorables et de l'appui matériel de l'Etat togolais aux producteurs (fourniture de semences, de produits phytosanitaires, ainsi que d'équipements mécanisés grâce à des crédits à taux zéro).

Indicateurs Pays	BEN	BFA	CIV	RCI	GMB	GIN	GNB	LBR	MLI	MRT	NER	SEN	SLE	TGO	UEMOA	ASS
<i>Population (M hab.) 2018</i>	11,4	19,5	0,6	25,6	2,2	13,3	1,7	4,5	18,5	4,5	19,3	16,3	7,6	8,0	120,4	992,6
Macroéconomie																
<i>PIB (Mds USD) 2018</i>	10,5	14,2	2,0	43	1,7	11,7	1,5	3,2	17,2	5,2	9,2	24	3,9	5,4	140,3	1 642,7
<i>PIB / Hab (USD) 2018</i>	915	729	3 563	1 680	745	883	840	728	927	1 143	477	1 474	515,9	670	1 060	1 658
<i>Croissance PIB réel (%) 2018</i>	6,5	6	4,7	7,4	6,6	5,8	3,8	1,2	4,9	3	5,2	6,2	3,7	4,7	6,3	3
<i>Inflation (%) 2018</i>	1	2,0	1,3	0,3	6,5	9,7	1,4	23,4	1,7	3	3	0,5	16,9	0,7	1,4	8,5
Finances Publiques																
<i>Déficit public (%PIB) 2018</i>	-4,7	-4,7	-2,7	-4	-6,6	-2	-5	-4,8	-4,7	1,6	-4,9	-3,4	-3,8	-3,1	-3,8	-3,7
<i>Dettes publiques (%PIB) 2018</i>	54,6	43	127,7	52,2	83,1	38,7	56,1	40,5	36,6	83,9	55,1	64,4	71,3	74,6	52,5	48,5
<i>Pression fiscale (%PIB) 2017</i>	13,4	17,8	22,5	16,5	17,2	12,8	11,4		14,8	20,0	14,9	18,7		17,4	16,2	-
<i>Risque Pays¹</i>	B	C	B	B	-	C	-	D	D	D	C	B	D	C	-	-
Echanges																
<i>Balance commerciale 2018 (%PIB)</i>	-11,3	-2,6	-39,0	6,2	-35,5	-5,0	0,8		-4,3	-9,4	-12,0	-12,8		-19,6	-	-
<i>Exportations françaises vers² (MUSD)</i>	207	283	30	1 334	9	194	5	9	374	205	170	856	16,2	344	3 573	11 015
<i>Importations françaises depuis (MUSD)</i>	4	26	0,4	950	0,2	101	3,0	49,7	11	43	270	99	19,1	18	1380	8 069
<i>Balance courante (%PIB) 2018</i>	-8,9	-7,5	-7	-3,4	-11,5	-16,1	-1,6	-23,3	-7,3	-18	-16,3	-7,2	-13,8	-7,9	-6,8	-2,6
<i>Réserves de change (mois d'import) 2018</i>	-	-	5	-	4	3	-	2,6	-	5		-	3,4	-	5	5
Aspects qualitatifs																
<i>IDH (2018)³</i>	163	183	125	170	174	175	177	181	182	159	189	164	184	165	-	-
<i>Doing Business (2019)⁴</i>	153	151	131	122	149	152	175	175	145	148	143	141	163	137	-	-
<i>Environnement des affaires⁵</i>	C	C	C	B	-	D	-	D	D	D	C	B	D	C	-	-

Données : FMI / WEO / article IV ou revues programme sauf indications contraires

¹ Agence de notation COFACE - Estimation du risque de crédit moyen des entreprises d'un pays - 8 niveaux, **A1, A2, A3, A4, B, C, D, E** dans l'ordre croissant du risque

² Trade Map-2017

³ PNUD - Classement sur 189 pays

⁴ Banque mondiale - Classement sur 190 pays

⁵ Agence de notation COFACE - La notation comprend : i) Fiabilité et la disponibilité des comptes des entreprises ; ii) Equité et efficacité du système juridique envers les créanciers ; iii) Qualité des institutions - 8 niveaux, **A1, A2, A3, A4, B, C, D, E** dans l'ordre croissant du risque